



LES AUTRES POINTS

Visites en série en Picardie...

Deux visites sont annoncées en Picardie. Olivier Besancenot sera ce soir en meeting au centre socioculturel de Clermont (à partir de 19 heures, rue Wenceslas-Coutellier). Le NPA ne présente certes pas de liste à ces Européennes mais soutient celle de Lutte Ouvrière, autre formation d'obédience trotskiste.

Et demain, Louis Giscard d'Estaing, n°3 de la liste centriste de Jean-Christophe Lagarde sera à Amiens demain (Espace Dewailly, à Amiens, à partir de 19 heures).

Têtes d'affiches dans le Nord

Les Hauts-de-France seront l'un des derniers terrains de campagne de plusieurs des principales listes. Notamment ce soir, où Ian Brossat (PCF), sera en meeting à Denain ; Raphaël Glucksmann (tête de liste PS-Place publique) sera lui à Lomme en présence de Martine Aubry et Édouard Philippe est attendu à Valenciennes avec Gérald Darmanin. Second temps fort, ce vendredi : Manon Aubry, tête de liste La France insoumise sera à Lille Grand Palais (20 heures), pour clore sa campagne au côté de Jean-Luc Mélenchon et des deux députés lillois Ugo Bernalicis et Adrien Quatennens. Jordan Bardella, pour le RN sera lui à Hénin-Beaumont, avec le maire RN, Steeve Briois (18 h 30, espace Mitterrand).

POLITIQUE

"Je ne peux pas rester spectateur"

PARIS Oral de rattrapage pour Emmanuel Macron. Le Président a donné un entretien pour la presse régionale où il réaffirmé sa vision de l'Europe.

• Cette interview a été réalisée hier en fin d'après-midi à l'Élysée par un « pool » de huit journalistes de la presse quotidienne régionale, réunis au sein de l'Alliance.

• Elle a été relue par le président de la République.

• Nous en reproduisons ici les principaux extraits, la totalité de l'entretien étant à retrouver sur nos sites web.

Emmanuel Macron avait prévu de s'engager dans la campagne de ces élections européennes - les difficultés de la tête de liste LREM-Renaissance ayant encore rendu cette intervention plus indispensable. Restait à voir sous quelle forme. C'est donc par cette interview, dans lequel il assume et affirme son engagement. Et développe sa vision de l'Europe et de l'action nécessaire dans le futur parlement européen.

Pourquoi vous sentez-vous obligé de monter au créneau dans cette campagne ? Vos candidats ne sont pas au niveau ?

Le projet de transformation profonde que je mène pour le pays ne va pas sans une nouvelle étape du projet européen. Les Français m'ont élu pour cela. Je ne peux donc pas être un spectateur, mais un acteur de cette élection européenne qui est la plus importante depuis 1979 parce que l'Union est face à un risque existentiel. Si, en tant que chef de l'État, je laisse se disloquer l'Europe qui a construit la paix, qui a apporté de la prospérité, j'aurai une responsabilité devant l'histoire. Le président français n'est pas un chef de parti mais il est normal qu'il s'implique dans des choix fondamentaux.

Ne craignez-vous pas que ce vote se transforme en référendum contre vous ?

Je constate que toutes les autres listes en font un référendum contre le président de la République et le gouvernement. Il ne s'agirait pas que je sois le seul à ne pas pouvoir prendre la parole... il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin. La question de ces élections européennes est simple : voulons-nous la division face aux États-Unis et à la Chine ou préférons-nous l'unité pour bâtir notre avenir européen ?

L'abstention pourrait battre des records. Ce serait un échec personnel ?

Quand il y a de l'abstention, c'est un échec pour la démocratie. Il y a un paradoxe : on a passé des mois à dire qu'il fallait redonner de la vigueur à notre démocratie et l'on considérerait qu'il n'est pas impor-



« Je n'ai pas l'esprit de défaite, j'ai l'esprit de conquête. »

tant d'aller voter ? Décider de ne pas aller voter, c'est décider de donner sa voix à ceux qui ne veulent que détruire. C'est ce qui s'est passé il y a trois ans avec les Britanniques pour le Brexit. Pour exprimer son choix quel qu'il soit, c'est le 26 mai ou jamais !

Si la liste Renaissance arrive derrière le RN, quelles conséquences cela aura sur la politique française ?

Je ne me pose pas dans un tel cas de figure. Nous nous sommes assoupis, comme si l'on n'avait pas réalisé qu'il y a cinq ans, le parti qui avait remporté les élections européennes, c'était le Front national. Est-ce qu'ils ont réussi au niveau européen ? Ils ont voté contre tout ce qui est dans l'intérêt de la France. Leur projet affaiblit la France et divise l'Europe.

Pourriez-vous être moteur, réformateur, si vous n'arrivez pas premier en France ?

Je n'ai pas l'esprit de défaite, j'ai

GLUCKSMANN DÉNONCE LE PRÉSIDENT « CANDIDAT »

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, et Raphaël Glucksmann, tête de liste Envie d'Europe écologique et sociale, ont protesté hier : « Certains répondront que le Président n'est pas candidat et qu'il peut donc s'exprimer comme bon lui semble. Nous contestons cet argument : il s'est engagé personnellement dans la campagne d'une manière qui l'assimile en réalité à un candidat. »

l'esprit de conquête. La France sera d'autant plus forte que nous ferons un bon score.

Quel doit être le premier chantier d'urgence auquel devra s'atteler le nouveau Parlement ?

Je veux une Convention fondatrice européenne après les élections. Que les chefs d'États et de gouvernement, avec le nouvel exécutif et les responsables du Parlement, avec les citoyens prennent le temps de définir la stratégie de l'Europe pour les cinq années à venir, y compris les changements de traités sur lesquels ils veulent aboutir.

Vous êtes favorable à l'introduction de quotas pour l'immigration en France. L'êtes-vous à l'échelle européenne ?

On parle d'immigration légale, économique ou étudiante. J'y suis favorable en France. En revanche, on ne peut pas en instaurer sur le droit d'asile. C'est pour cela que je veux refonder Schengen, y compris jusqu'au changement des traités si besoin. On ne protège pas suffisamment nos frontières communes. Il n'y a plus de solidarité et trop de différences entre nos droits d'asile. Je veux refonder complètement Schengen, avec un espace plus petit, une meilleure protection des frontières communes, une harmonisation des droits d'asile et un pilotage par un conseil des ministres de l'Intérieur.

Les convergences sont difficiles sur le glyphosate, le carbone ou encore le charbon. Com-

ment avancer sur les questions écologiques ? Notre jeunesse européenne a une conscience aiguë de ces sujets. Elle a décidé de s'exprimer et bouscule ses gouvernements, et c'est une chance. J'ai moi-même beaucoup progressé sur ces sujets ces derniers mois en l'écoutant. L'histoire nous jugera sur ce sujet. Je voudrais que l'on avance sur la taxation commune du kérosène en Europe et que l'on ait une vraie négociation internationale. Je veux aussi que l'on aille plus vite et plus fort notamment sur les financements européens, d'où l'idée de la Banque européenne du climat. Enfin, il faut taxer en Europe les entreprises les plus polluantes et mettre une taxe carbone aux frontières.

Avec qui allez-vous pouvoir faire alliance ?

Je ne sais pas dire demain ce que sera l'état des forces politiques sur le plan européen. Il y aura sans doute des forces d'extrême droite qui seront à un niveau non négligeable mais divisées. Mon ambition c'est que nous puissions être au cœur d'une nouvelle coalition de progrès et d'avenir. L'Europe peut s'offrir tous les luxes sauf celui de la paralysie. ■

sur le web

COURRIER-PICARD.FR

Le contenu intégral de l'entretien avec le Président